



Le Hamas dénonce la déclaration du procureur de la Cour pénale internationale : il assimile la victime au bourreau

Par [Al Manar](#)

Mondialisation.ca, 22 mai 2024

[Al Manar](#) 20 mai 2024

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Crimes contre l'humanité](#)

Analyses: [LA PALESTINE](#)

Le mouvement de résistance palestinien islamique Hamas a critiqué la déclaration du procureur de la Cour pénale internationale, Karim Khan, selon laquelle les mandats d'arrêt et de détention contre le Premier ministre du gouvernement d'occupation, Benjamin Netanyahu, et le ministre de la Sécurité, Yoav Galant, étaient en retard de 7 mois. .

Dans un communiqué, le Hamas a appelé le procureur général à émettre des ordres d'arrestation *«contre tous les criminels de guerre, y compris les dirigeants, officiers et soldats de l'occupation»*.

Le mouvement a fermement dénoncé les tentatives du procureur général *«d'assimiler la victime au bourreau en émettant des mandats d'arrêt contre un certain nombre de dirigeants de la résistance»*, exigeant *«l'annulation de tous les mandats d'arrêt émis contre les dirigeants de la résistance palestinienne pour violation des chartes et résolutions de l'ONU»*.

Pour sa part, le site américain Axios a estimé que *«la mesure prise par le procureur de la Cour pénale internationale entraînerait une augmentation de l'isolement international d'Israël et augmenterait la pression sur l'administration du président américain Joe Biden, pour qu'elle fasse pression sur Netanyahu et mette fin à la guerre à Gaza»*.

Lundi, le procureur de la CPI a demandé l'émission de mandats d'arrêt contre Netanyahu et Gallant, ainsi que contre les dirigeants du mouvement Hamas, notamment Yehia Sinwar et Ismaël Hanieh.

Faisant référence à Netanyahu et Gallant, le procureur général a souligné que *«les crimes contre l'humanité inclus dans les pétitions ont été commis dans le cadre d'une attaque généralisée et systématique contre des civils palestiniens, et ces crimes de guerre sont toujours commis aujourd'hui»*.

Auparavant, l'Assemblée des États parties à la Cour pénale internationale a exprimé ses regrets face aux tentatives de porter atteinte à l'indépendance de la Cour dans son enquête sur la situation en Palestine occupée.

L'association a déclaré dans un communiqué que certaines déclarations récentes concernant l'enquête de la Cour constituent une *«menace de représailles»*, appelant tous les pays à respecter l'indépendance et l'impartialité de la Cour.

Cela s'est produit après que des membres du Congrès, tant du parti démocrate que du parti républicain, ont averti la Cour pénale internationale que tout mandat d'arrêt serait émis contre des responsables israéliens, affirmant «*qu'elle se heurterait à des représailles américaines*».

La source originale de cet article est [Al Manar](#)

Copyright © [Al Manar](#), [Al Manar](#), 2024

Articles Par : [Al Manar](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca